

GERS La Confédération paysanne et le MODEF communiquent sur l'influenza aviaire

Les agriculteurs concernés par la crise sont invités à s'inscrire à Pôle emploi jeudi 28 janvier à 12 heures



GERS La Confédération paysanne et le MODEF communiquent sur l'influenza aviaire

Influenza aviaire : Inquiétudes et mobilisation des producteurs fermiers du Gers

"Suite à l'arrêté ministériel du 15 janvier 2016 interdisant la mise en place de canetons et oisons sur les élevages de nos 18 départements, nous revendiquons le droit au travail pour tous les actifs de la filière canard gras et donc l'abrogation de cette décision.

Au vu du contexte actuel très inquiétant pour la filière et l'économie locale, nous appelons les producteurs et les autres acteurs de la filière de palmipèdes/volailles du Gers à un rassemblement ce jeudi 28 janvier à Auch. Nous irons devant Pôle Emploi à 12 h (ouvert jusqu'à 12h45) pour nous inscrire comme demandeurs d'emploi. Nous vous invitons ensuite pour un temps d'échange à la salle du Mouzon à 13 h où nous partagerons un peu de canard.

L'arrêt d'activité d'au moins 6 mois imposé par le gouvernement a un impact économique important sur le revenu des agriculteurs concernés et fragilise l'équilibre des exploitations pour l'avenir. Dans tous les cas, les indemnités prévues par le Ministère ne seront jamais à la hauteur des pertes générés pour la filière. Alors, pourquoi de telles mesures et pour quel résultat ? Pour que certains grands groupes puissent écouler leurs stocks invendus ?

Pour rappel, la grippe aviaire issue du virus H5N1 présent dans le Sud-Ouest n'est pas transmissible à l'homme ou aux mammifères. Cette mesure est aussi inutile qu'inapplicable en l'état. Par exemple, les gaveurs traditionnels d'oies ou de canards ont des durées de production plus longues (20 semaines d'élevage et 5 semaines de gavage) et auront donc des animaux en production durant la période du théorique vide sanitaire.

L'application du vide sanitaire va poser de gros soucis ; soit la mesure sera inapplicable, soit l'interdiction de produire devra être prolongée. Le gouvernement a complètement occulté les particularités de production des éleveurs et des filières en circuits courts. Par ailleurs, la présence des basses-cours n'est pas remise en cause.

On peut également douter de la légitimité du zonage prévu dans l'arrêté et cela semble masquer des intérêts économiques de certains grands groupes en intégration. Cette mesure risque d'engendrer une délocalisation en faveur de l'élevage industriel et la disparition des productions artisanales et fermières.

Nous regrettons le manque de réflexion sur une véritable stratégie sanitaire à long terme concernant cette maladie désormais endémique. Pour ouvrir cette discussion, il faudra accepter de sortir de la logique uniquement commerciale qu'imposent les débouchés à l'export.

Nous sommes très attentif et nous travaillons au projet d'arrêté d'application nationale portant sur les mesures de biosécurité pour lutter contre l'influenza aviaire, mesures d'aménagement sanitaire et des pratiques des unités de production de façon à ce qu'il respecte les pratiques de tous les productions fermières ou de pleine air. Les mesures de biosécurité doivent être économiquement supportables et compatibles avec nos élevages plein air.

La production fermière palmipèdes/volaille si importante à notre territoire gersois doit pouvoir continuer d'exister et nous serons solidaires avec les 18 départements concernés !"

Contacts :

Sylvie COLAS – 05 62 68 72 50

Jean-Claude CHATILLON – 05 62 70 96 62